

Save the Children.

# LES NOMBREUX VISAGES DE L'EXCLUSION

*Arwa\*, six ans, et sa famille ont été déplacées par le conflit armé qui sévit en Irak.*

# SOMMAIRE

- 1 Introduction**
- 4 Résultats de l'indice de privation de l'enfance 2018 par rapport à 2017**
- 9 Recommandations**
- 13 Classement des pays de l'indice de privation de l'enfance**
- 14 Indice de privation de l'enfance 2018 complet**
- 20 Notes**

L'insertion d'un astérisque (\*) après le nom signifie que le nom de l'enfant a été modifié afin de protéger son identité.

---

Publié par Save the Children

501 Kings Highway East, Suite 400  
Fairfield, Connecticut 06825  
États-Unis  
(800) 728-3843  
[www.SavetheChildren.org](http://www.SavetheChildren.org)

© Save the Children Federation, Inc.

ISBN : 1-888393-34-3

Mis en page par Grasshopper Design Company  
Traduit par Florence Louis  
Relu par Patricia Sommer

# Les nombreux visages de l'exclusion

Plus de 1,2 milliard d'enfants (soit plus de la moitié des enfants dans le monde) risquent de sortir prématurément de l'enfance à cause de la pauvreté, des conflits et de la discrimination à l'égard des filles. Bon nombre de ces enfants à risque vivent dans des pays exposés simultanément à deux ou trois de ces graves menaces. En réalité, ce sont 153 millions d'enfants qui courent un risque extrême d'être privés de leur enfance parce qu'ils vivent dans des pays qui subissent ces trois menaces<sup>1</sup>.

Pour commémorer la Journée internationale des droits de l'enfant, Save the Children publie son deuxième *Indice de privation de l'enfance* annuel, examinant de près les événements qui privent ces enfants de leur enfance et qui les empêchent d'exploiter pleinement leur potentiel.

L'indice révèle une situation générale apparemment plus favorable pour les enfants que l'an dernier dans 95 des 175 pays. C'est une bonne nouvelle, qui prouve que les investissements et les politiques portent leurs fruits, en améliorant le sort de nombreux enfants. Cependant, l'indice montre aussi que les progrès ne sont pas assez rapides et les conditions semblent s'être considérablement détériorées

dans une quarantaine de pays. Les victimes se concentrent de plus en plus parmi les enfants les plus pauvres et ceux touchés par les conflits. Ces conditions ont tendance à exacerber les préjugés sexistes et à accroître les expériences négatives qui privent les filles de leur enfance.

L'indice compare les pays d'après un ensemble d'indicateurs représentant des événements décisifs qui indiquent un bouleversement de l'enfance : problèmes de santé, malnutrition, exclusion de l'éducation, travail des enfants, mariage des enfants, grossesses précoces et violence extrême. Ces « causes de privation de l'enfance » prédominent lorsque la pauvreté, les conflits et les préjugés

## QUI SONT LES 1,2 MILLIARD D'ENFANTS À RISQUE ?

### MENACE N° 1

**Un milliard d'enfants vivent dans des pays frappés par la pauvreté<sup>2</sup>.** Les enfants pauvres ont davantage de risques de mourir avant l'âge de cinq ans, de souffrir de malnutrition entraînant un retard de croissance, d'être déscolarisés, d'être contraints de travailler ou de se marier très jeunes et d'enfanter alors qu'ils ne sont encore eux-mêmes que des enfants.

### MENACE N° 2

**Au moins 240 millions d'enfants vivent dans des pays touchés par des conflits et fragilisés<sup>3</sup>.** Ces enfants sont exposés à un risque accru de décès avant l'âge de cinq ans, de retard de croissance dû à la malnutrition, de déscolarisation, de travail forcé et à des circonstances dangereuses et effrayantes les obligeant à fuir leurs maisons.

### MENACE N° 3

**575 millions de filles vivent dans des pays où règne la discrimination sexiste<sup>4</sup>,** ce qui les expose souvent à un risque accru de décès avant l'âge de cinq ans, de privation d'éducation, de mariage précoce forcé ou d'enfantement avant même d'être émotionnellement et physiquement prêtes.

Ces enfants risquent de voir leur enfance écourtée et de ne pas pouvoir exploiter leur potentiel à cause de leur identité et de leur lieu de vie. Cette atteinte à l'enfance prive également les pays de l'énergie et des talents dont ils ont besoin pour enregistrer des progrès.

sexistes s'associent pour créer des environnements toxiques pour les enfants. Il n'est pas surprenant de constater que les vingt pays caractérisés par ces trois menaces se situent tous dans le tiers inférieur de l'indice. La moitié d'entre eux (soit dix pays) figurent parmi les vingt derniers pays et sept se classent parmi les dix derniers.

Les enfances brisées résultent de choix qui excluent certains groupes d'enfants, volontairement ou par négligence. L'expérience de l'enfance repose en grande partie sur l'attention et la protection que les adultes apportent (ou non) à l'enfant.

Les enfants ont un droit à la survie, à l'alimentation et à la nutrition, à la santé et à un abri. Ils ont également le droit d'être encouragés et éduqués, de manière formelle et informelle. Ils ont en outre le droit de ne pas vivre dans la peur et la violence et d'être protégés contre la maltraitance et l'exploitation.

En 2015, les dirigeants du monde se sont rassemblés aux Nations Unies pour prendre un engagement ambitieux : mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes d'ici 2030 et protéger la planète pour les futures générations. Dans leur ensemble, les Objectifs de développement durable (ODD) qu'ils ont fixés dépeignent une vision d'un avenir où tous les enfants jouiraient de leurs droits à la santé, à l'éducation et à la protection ; en résumé, leur droit à l'enfance<sup>5</sup>. Fait crucial, les signataires du nouvel accord ont promis de veiller à ce que cela se produise pour toutes les sphères de la société, quels que soient les revenus, la situation géographique, le sexe ou l'identité. Ils ont également promis que les plus laissés pour compte (les plus exclus de la société) en bénéficieraient les premiers.

Cette promesse de n'oublier personne doit être tenue. Ce n'est qu'à cette condition que nous concrétiserons son potentiel de transformation de millions de vies d'enfants dans le monde, en garantissant que chacun, sans exception, jouisse de l'enfance qu'il mérite.

## Dix grandes tendances qui imposent d'agir de toute urgence

- 1. Le monde enregistre aujourd'hui des niveaux de déplacement encore jamais atteints**, avec vingt nouvelles personnes déplacées chaque minute de chaque jour, du fait de conflits ou de persécutions. Fin 2016, plus de 65 millions de personnes à travers le monde avaient été contraintes de quitter leurs maisons, parmi lesquelles on compterait 28 millions d'enfants<sup>6</sup>. Le nombre d'enfants vivant dans des zones touchées par des conflits est lui aussi en hausse : de 1 sur 10 au début des années 1990, il est passé à 1 sur 6 en 2016<sup>7</sup>.
- 2. D'ici 2030, plus de 150 millions de filles supplémentaires seront mariées avant 18 ans<sup>8</sup>.** En dépit des progrès réalisés dans le monde, aucune région n'est actuellement à même d'éradiquer le mariage des enfants d'ici 2030. Toutes les régions doivent enregistrer des progrès plus rapides, mais l'Amérique latine et les Caraïbes (qui n'ont enregistré quasiment aucun progrès depuis les années 1990) doivent faire rapidement baisser leurs chiffres. En Afrique subsaharienne, la croissance démographique est telle que le nombre d'enfants mariées ne pourra qu'augmenter si les chiffres ne diminuent pas deux fois plus vite<sup>9</sup>.
- 3. Le nombre de grossesses chez les adolescentes à travers le monde devrait augmenter.** Bien que la prévalence des grossesses chez les adolescentes semble diminuer dans toutes les régions à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes<sup>10</sup>, le nombre d'adolescents dans le monde ne cesse d'augmenter et les projections indiquent que le nombre de filles de moins de dix-huit ans donnant naissance chaque année enregistrera une hausse globale, passant d'environ 7,8 millions aujourd'hui à 8,8 millions d'ici 2030. C'est en Afrique centrale et de l'Ouest et en Afrique australe et de l'Est que l'on devrait enregistrer les plus fortes hausses proportionnelles<sup>11</sup>.
- 4. En ce qui concerne les mariages d'enfants, l'écart se creuse entre les riches et les pauvres.** En l'espace d'une vingtaine d'années, l'écart entre le nombre de mariages précoces parmi les filles issues des familles les plus riches et les filles issues des familles les plus pauvres au niveau mondial a été multiplié environ par deux. Aujourd'hui, les filles les plus pauvres ont quatre fois plus de risques que les filles les plus riches de se marier alors qu'elles ne sont encore que des enfants (41 % contre 10 %) ; soit deux fois plus qu'en 1990 (39 % contre 19 %)<sup>12</sup>.

5. **Au niveau du retard de croissance, l'écart entre les riches et les pauvres s'est creusé dans la plupart des pays à faible revenu.** Dans 24 des 27 pays à faible revenu disposant de données comparables concernant ces tendances entre 2000 et 2014 approximativement, l'écart entre les enfants de moins de cinq ans parmi les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches est resté stable ou a augmenté<sup>13</sup>.
6. **Bien que les taux diminuent, le nombre absolu d'enfants souffrant d'un retard de croissance en Afrique subsaharienne est en hausse.** Cette hausse frappe de manière disproportionnée l'Afrique centrale et de l'Ouest, où le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance est passé de 22,9 millions en 2000 à 28,1 millions en 2016<sup>14</sup>. Bien que les taux de retard de croissance enregistrent une baisse régulière dans la région, peu de pays sur le continent sont sur la bonne voie pour atteindre l'objectif des ODD en matière de nutrition<sup>15</sup>. Si les progrès inadéquats continuent sur leur lancée actuelle, on comptera 130 millions d'enfants souffrant d'un retard de croissance dans le monde en 2025 (pour un objectif qui vise 99 millions), dont plus de la moitié se trouveront en Afrique subsaharienne (contre environ un tiers aujourd'hui)<sup>16</sup>.
7. **En matière de survie, les écarts se sont creusés en Afrique subsaharienne,** les progrès permettant de sauver des vies ayant davantage bénéficié aux enfants les plus aisés. Bien que dans d'autres régions, les progrès aient profité avant tout aux plus pauvres, aucune région n'est en passe de combler son écart en matière de mortalité infantile d'ici 2030, et la plupart n'enregistreront même pas des taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans équitables entre les ménages les plus pauvres et les plus riches d'ici 2050<sup>17</sup>.

En dépit des remarquables progrès accomplis à travers le monde depuis 2000, même si les taux de déclin actuels étaient maintenus, plus de 60 millions d'enfants supplémentaires mourront avant l'âge de cinq ans entre aujourd'hui et 2030, la plupart de causes évitables. Environ la moitié seront des nouveau-nés<sup>18</sup>.

8. **Les progrès permettant à tous les enfants de suivre un cursus scolaire primaire ou secondaire complet sont au point mort.** Le nombre d'enfants exclus de l'éducation a baissé régulièrement entre 2000 et 2010, mais les progrès ont cessé ces dernières années. Au vu de la croissance démographique dans les régions enregistrant les pires résultats, le nombre global d'enfants déscolarisés en 2030 aura peu baissé par rapport à aujourd'hui (où il s'établit à 263 millions)<sup>19</sup>. De plus, au moins 400 millions d'enfants sont scolarisés mais n'apprennent pas (ne savent pas lire ou faire des calculs de base)<sup>20</sup>.
9. **En Afrique subsaharienne, les systèmes d'éducation ont du mal à faire face à la croissance démographique.** À travers toute la région, les progrès dans la réduction de la déscolarisation stagnent et le nombre d'enfants déscolarisés augmente régulièrement depuis au moins cinq ans. De ce fait, l'Afrique subsaharienne abrite aujourd'hui 37 % des enfants déscolarisés dans le monde, contre 24 % en 2000<sup>21</sup>.
10. **Les taux de travail des enfants ont augmenté en Afrique subsaharienne.** Entre 2012 et 2016, le travail des enfants en Afrique subsaharienne est passé de 21 à 22 %, alors que toutes les autres parties du monde ont enregistré une baisse. La région est aussi l'une des plus touchées par les conflits et la pauvreté, qui augmentent le risque de travail des enfants<sup>22</sup>.

# Résultats de l'indice de privation de l'enfance 2018 par rapport à 2017

Le deuxième *indice de privation de l'enfance* annuel de Save the Children compare les dernières données en date concernant 175 pays et détermine dans lesquels le plus grand et le plus petit nombre d'enfants sont privés de leur enfance. Singapour et la Slovénie se partagent la première place du classement, avec un score de 987. Sept autres pays d'Europe occidentale figurent également parmi les dix premiers, atteignant des scores très élevés en ce qui concerne la santé, l'éducation et la protection des enfants. Le Niger figure à la dernière place parmi les pays étudiés, avec un score de 388.

Les dix derniers pays (dont huit d'Afrique centrale et de l'Ouest) reflètent l'inverse des dix premiers, avec de faibles scores pour la plupart des indicateurs. Les enfants de ces pays sont ceux qui ont le moins de chances de profiter pleinement de leur enfance, une période qui devrait être consacrée au développement émotionnel, social et physique, ainsi qu'au jeu. Dans ces pays et bien d'autres à travers le monde, les enfants sont privés d'une grande partie de leur enfance.

Les États-Unis, la Russie et la Chine sont sans doute les trois pays les plus puissants de la planète, en termes de solidité économique, militaire et technologique et d'influence dans le monde, mais ils se classent tous les trois loin derrière la plupart des pays d'Europe occidentale lorsqu'il s'agit d'aider les enfants à exploiter pleinement leur potentiel. Les États-Unis occupent la 36<sup>e</sup> place, devant la Russie à la 37<sup>e</sup> place et la Chine en 40<sup>e</sup> position. Leurs scores s'élèvent respectivement à 945, 944 et 939 (soit

## QUE SIGNIFIENT LES SCORES ?

Les scores de l'*indice de privation de l'enfance* sont calculés sur une échelle de 1 à 1 000. Les pays qui enregistrent les scores les plus élevés sont ceux qui protègent le mieux leurs enfants. Les scores mesurent l'étendue des « causes de privation de l'enfance » qui frappent les enfants dans chaque pays, comme les décès, la malnutrition chronique, la déscolarisation et le travail, le mariage et la maternité qui contraignent les enfants à entrer trop tôt dans l'âge adulte.

Voici un petit guide expliquant comment interpréter les scores des pays :

- 940 et plus .....Peu d'enfants privés de leur enfance
- 760 à 939 .....Quelques enfants privés de leur enfance
- 600 à 759 .....De nombreux enfants privés de leur enfance
- 380 à 599 .....La plupart des enfants privés de leur enfance
- 379 et moins....Quasiment tous les enfants privés de leur enfance

Pour en savoir plus, lire les Notes sur la méthodologie et les recherches, page 36 et suivantes [dans le rapport intégral].

au moins 30 points derrière la plupart des pays d'Europe occidentale), même s'il est à noter que la Chine a accompli d'énormes progrès depuis les années 1980.

La façon dont les pays gèrent la pauvreté, les conflits et les préjugés sexistes contribue largement à leur classement dans l'indice<sup>23</sup>. Ces trois grandes menaces qui pèsent sur l'enfance influencent énormément la présence et la gravité des huit grandes « causes de privation de l'enfance » utilisées pour cet indice. En réalité, près de 90 % des pays qui figurent dans le tiers inférieur de l'indice sont exposés à au moins une menace, contre moins de 10 % des pays classés dans le tiers supérieur.

Une comparaison des scores montre que 95 pays ont enregistré des progrès au cours de l'année dernière, en instaurant des conditions plus propices à des enfances stables et pleinement épanouies. Ces réussites sont la preuve que de nombreux pays relativement pauvres évoluent et que les choix politiques sont parfois plus importants que la richesse nationale. Les scores de l'indice de privation de l'enfance ont baissé pour 58 pays (dont 42 ont enregistré une baisse de plus d'un ou deux points), tandis que 19 pays conservent un score identique<sup>24</sup>.

- En **Afrique subsaharienne**, 25 des 49 pays (soit 51 %) ont amélioré leur score. L'Ouganda a enregistré une hausse de 20 points, passant de 681 à 701, en grande partie grâce à une meilleure nutrition infantile. La Somalie a amélioré son score de 13 points, passant de 470 à 483, signe que le pays est peut-être en train de repartir après des décennies de stagnation et de déclin. Le Niger a progressé de 4 points (passant de 384 à 388), le Mali de 6 points (de 414 à 420) et la Sierra Leone de 7 points (de 546 à 553), affichant des tendances positives, même dans certains des pays figurant en bas du classement. Le Nigeria a enregistré la plus forte baisse de la région en perdant 65 points. Le pays passe de 578 à 513, suite à une révision à la hausse de ses taux de malnutrition et de travail des enfants. Le score du Liberia a chuté de 50 points, passant de 681 à 631, à cause d'un nombre plus élevé d'enfants déscolarisés.
- En **Asie du Sud**, 4 des 8 pays ont amélioré leurs scores. Le Bangladesh est le pays qui a enregistré le plus de progrès dans la région avec une hausse de 21 points, passant de 680 à 701, principalement grâce à un meilleur taux de scolarisation. L'Inde a quant à elle augmenté son score de 14 points, passant de 754 à 768, en réduisant le taux de mariage des enfants. Le score de l'Afghanistan a perdu 10 points, passant de 602 à 592, à cause des déplacements et de la déscolarisation dus aux conflits.
- Dans la région d'**Asie de l'Est et du Pacifique**, 16 des 21 pays (soit 76 %) ont progressé. La Chine a relevé son score de 11 points, passant de 928 à 939, principalement grâce à l'amélioration de ses taux de scolarisation et de l'état nutritionnel des enfants. Le score de la Thaïlande gagne 11 points, passant de 852 à 863, principalement du fait d'une meilleure nutrition. Les Philippines ont perdu 8 points, passant de 807 à 799, à cause d'une hausse du retard de croissance.

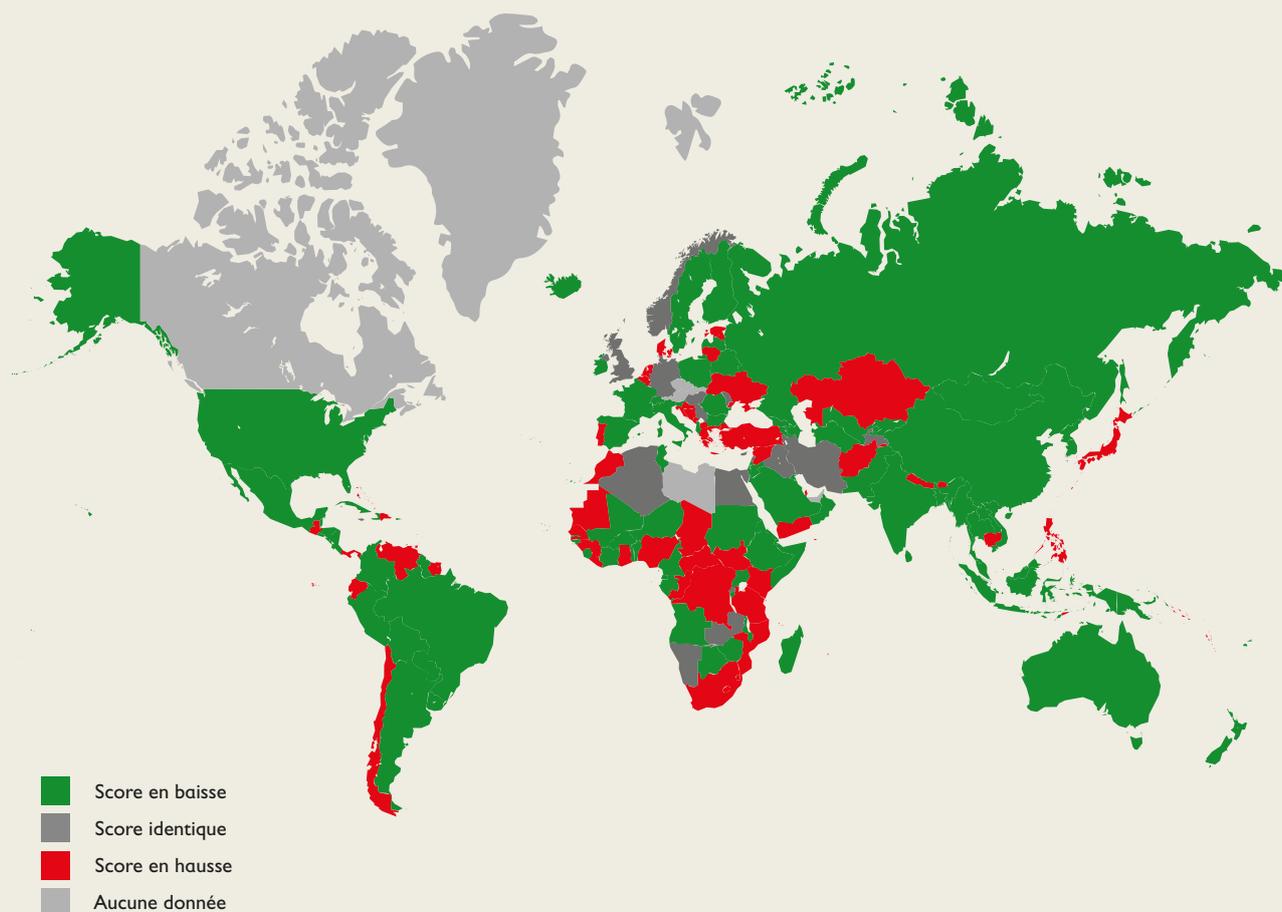
## CLASSEMENT DES PAYS DE L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018

LES DIX PREMIERS		LES DIX DERNIERS	
RANG	PAYS	RANG	PAYS
1	Singapour	166	République démocratique du Congo
1	Slovénie		
3	Norvège	167	Sierra Leone
3	Suède	168	Guinée
5	Finlande	169	Nigeria
		170	Somalie
6	Irlande	171	Soudan du Sud
6	Pays-Bas	172	Tchad
8	Islande	173	République centrafricaine
8	Italie	174	Mali
8	Corée du Sud	175	Niger

- Au **Moyen-Orient et en Afrique du Nord**, un peu moins de la moitié des pays (8 sur 17) ont enregistré des progrès. Le Soudan enregistre une hausse de 28 points, passant de 639 à 667, pour avoir réduit le nombre d'enfants déplacés, amélioré la santé des enfants et augmenté les taux de scolarisation. Les scores de la Syrie et du Yémen ont perdu respectivement 12 et 5 points (la Syrie passe de 668 à 656, le Yémen de 653 à 648), à cause des répercussions des conflits sur la santé, l'éducation et la sécurité des enfants. Le score du Qatar a reculé de 8 points, passant de 947 à 939, principalement du fait d'un plus grand nombre d'enfants déscolarisés.
- En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, 61 % des pays (17 sur 28) affichent une amélioration. Les progressions du Pérou et du Salvador, qui gagnent respectivement 30 et 24 points, s'expliquent principalement par une meilleure protection des enfants contre le travail forcé. Le Pérou est passé de 788 à 818 et le Salvador de 723 à 747. Les scores du Panama et du Venezuela ont enregistré les plus fortes baisses, avec 8 points de moins, passant respectivement de 800 à 792 et de 724 à 716. Au Panama, le taux de déscolarisation est en hausse. La baisse enregistrée par le Venezuela s'explique principalement par la déscolarisation des enfants, mais les taux de mortalité et de déplacement sont également en hausse.

## LES CONDITIONS DE VIE DES ENFANTS SE SONT AMÉLIORÉES QUASIMENT PARTOUT DANS LE MONDE

L'indice de privation de l'enfance révèle une situation générale apparemment plus favorable pour les enfants que l'an dernier dans 95 pays, mais les conditions semblent s'être détériorées dans 58 pays. Bien que dans chaque région, des pays aient enregistré des baisses, celles-ci se concentrent de manière disproportionnée en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud, en Amérique latine et dans les Caraïbes.



- En **Europe centrale et de l'Est et dans la Communauté des États indépendants**, 11 des 21 pays (soit 52 %) affichent un score en hausse. La Géorgie a enregistré une hausse de 36 points, passant de 851 à 887, grâce à une réduction du travail des enfants. Le score de l'Ouzbékistan a progressé de 22 points, passant de 862 à 884, grâce à des améliorations enregistrées dans la survie des enfants. Le Kirghizistan progresse de 9 points, passant de 816 à 825, grâce à un meilleur taux de scolarisation. Pour finir, la Macédoine a perdu 10 points, passant de 910 à 900, suite à une hausse des taux de mortalité infantile et de déscolarisation.
- Pour quasiment tous les **pays développés**, les scores n'ont enregistré qu'un léger changement ou sont restés identiques (25 des 30 pays ont enregistré une hausse ou une baisse de 2 points ou moins). Les plus fortes progressions concernent Malte (avec une hausse de 8 points, passant de 953 à 961) et la Lettonie (avec une hausse de 7 points, passant de 956 à 963). Le score de la Suède a enregistré 3 points de plus, passant de 982 à 985, propulsant le pays à la troisième place du classement, au même rang que la Norvège.

Dans l'ensemble, les données recueillies pour l'*indice de privation de l'enfance* démontrent d'énormes écarts entre les pays riches et les pays pauvres et le besoin urgent d'accélérer les progrès pour les enfants les plus vulnérables. Ces statistiques vont bien au-delà de simples chiffres. Le désespoir humain et les opportunités manquées que reflètent ces chiffres exigent que tous les enfants, où qu'ils

soient, se voient offrir les services, protections et opportunités fondamentaux dont ils ont besoin pour survivre et s'épanouir.

Voir l'*indice complet de privation de l'enfance* (page 14), le classement des pays (page 13) et les explications sur la méthodologie employée, page 31 et suivantes dans le rapport intégral (en anglais).

## Anika, une Indienne qui a pris son destin en mains



Anika fréquente le centre d'apprentissage itinérant de Save the Children depuis trois ans. Auparavant, elle n'avait pas été scolarisée parce que sa vie avait été perturbée. Sa mère avait abandonné le foyer familial et travaillait dans le commerce du sexe. Les enfants avaient dû quitter la maison de leur mère et Anika et sa sœur s'étaient chargées du ménage, de la lessive et de cuisiner tous les repas.

Un membre du centre a repéré Anika et l'a persuadée de se rendre au centre. Au bout d'un an de fréquentation, l'équipe du centre a convaincu son père de la laisser retourner à l'école et l'a aidée à reprendre ses études. Anika se rend toujours au centre, où elle reçoit de l'aide pour ses devoirs. Elle adore l'école. Les sciences

sont sa matière préférée et elle aimerait devenir plus tard professeur de sciences.

Anika est également membre d'un groupe d'enfants créé par Save the Children afin de militer pour les droits de l'enfant. Elle s'attache principalement à lutter contre le mariage des enfants. Lorsqu'elle apprend qu'un mariage d'enfant a été prévu, elle va voir les parents et le couple, en compagnie d'autres enfants, pour leur parler des préjudices du mariage d'enfants et expliquer à la fille quels sont ses droits. Anika est très fière d'avoir réussi récemment à empêcher le mariage de la sœur d'un ami.

*Anika, 12 ans, milite avec succès contre le mariage des enfants à Calcutta.*



Ces enfants participent à un programme de nutrition et d'éducation soutenu par Save the Children au Nigeria.

# Recommandations

En septembre 2015, les dirigeants du monde se sont réunis et ont convenu d'un cadre mondial ambitieux visant à mettre fin à la pauvreté, baptisé Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui inclut 17 Objectifs de développement durable. Les ODD promettent un avenir où tous les enfants jouiront pleinement de leur enfance (sans malnutrition ni violence, avec un accès à des soins de santé et une éducation de qualité) et renforcent les obligations envers les enfants énoncées dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Mais surtout, il s'agit d'un avenir dans lequel aucun enfant ne sera oublié.

Le *Rapport sur la privation de l'enfance* de cette année montre une fois encore que nous sommes loin de concrétiser la vision d'un monde dans lequel tous les enfants pourraient survivre et s'épanouir. Certains enfants restent exclus des progrès, notamment ceux issus de populations marginalisées et vulnérables. Le rapport souligne également la nécessité pour les gouvernements de lutter davantage contre l'exclusion des enfants résultant de trois menaces (conflits, pauvreté et discrimination sexiste) si le monde veut réussir à atteindre équitablement les Objectifs de développement durable. Les enfants handicapés sont particulièrement vulnérables, notamment lorsque leur handicap est associé à une ou plusieurs des menaces mises en avant dans ce rapport.

Nous appelons les dirigeants du monde à accorder de la valeur aux enfants et à leur droit à la survie, à l'épanouissement et à la protection, en tenant les engagements pris en vertu des ODD et en prenant des mesures immédiates pour mettre en œuvre la promesse de n'oublier personne. Cette promesse est un engagement à veiller à ce que ces buts et ces cibles soient atteints pour toutes les nations, tous les peuples et toutes les sphères de la société, et à veiller à atteindre en priorité ceux qui accusent le plus fort retard.

Pour cela, les gouvernements devront apporter trois garanties clés pour les enfants :

- **Investir dans les enfants** : pour atteindre les ODD et s'assurer que tous les enfants ont accès à des services de base universels de qualité (notamment en matière d'éducation et de santé), y compris à des services de protection, notamment sociale, les gouvernements (y compris les donateurs) doivent se procurer les ressources nécessaires. Ils doivent veiller à ce que ces ressources atteignent les enfants exclus, en particulier les filles et les réfugiés, conformément à la priorité d'investir des fonds publics pour les enfants définie par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Un meilleur investissement de fonds publics en faveur des enfants exclus doit aller de pair avec la suppression des obstacles financiers empêchant l'accès aux services et des mesures visant à garantir une sécurité financière minimum pour tous les enfants, à travers une protection sociale sensible aux enfants. Les gouvernements des pays touchés, aidés des gouvernements des pays donateurs, devraient mobiliser davantage leurs ressources nationales, c'est-à-dire récolter et dépenser leurs propres fonds pour des financements durables sur le long terme. Ils pourraient pour cela instaurer des régimes fiscaux efficaces et mobiliser des ressources publiques. Les gouvernements des pays touchés devraient viser un ratio recettes fiscales/PIB de 20 % et veiller à engager les citoyens locaux dans le dialogue sur la mobilisation des ressources nationales.
- **Veiller à ce que tous les enfants soient traités de manière équitable** – Mettre fin aux politiques, normes et comportements discriminatoires, comme ceux qui empêchent les filles d'accéder aux services de santé ou refusent d'accueillir un enfant à l'école en raison de son origine ethnique ou de son sexe. Pour faciliter l'accès des enfants à des services de qualité, les gouvernements doivent également mettre en place des systèmes permettant d'enregistrer chaque enfant à sa naissance. Cela passe notamment par l'instauration de

systèmes fonctionnels de protection des enfants qui incluent tous les enfants dans tous les environnements, y compris les foyers.

- **Comptabiliser et inclure tous les enfants, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent** – Les gouvernements doivent s'assurer que tous les enfants, notamment les enfants exclus, sont comptabilisés dans les données utilisées pour mesurer les progrès au regard des ODD. Les données devraient être recueillies et désagrégées par âge, groupe économique, sexe, race, origine ethnique, handicap et secteur géographique ou statut migratoire et être rendues publiques dans des formats accessibles. Des données devraient être recueillies sur les personnes handicapées, les peuples autochtones et autres populations marginalisées pour combler les écarts en matière d'égalité. Qui plus est, les enfants exclus (filles et garçons) devraient participer à l'élaboration des politiques et des budgets et recevoir de l'aide pour contrôler les progrès et demander des comptes aux gouvernements. Les gouvernements et les donateurs doivent également investir dans l'amélioration des données, car il existe un vide important dans la disponibilité des données, notamment pour celles qui concernent les groupes mentionnés ci-dessus.

Outre ces garanties transversales générales, des mesures spécifiques sont nécessaires pour lutter contre la pauvreté, les conflits et la discrimination de genre, en mettant l'accent sur les filles et les enfants réfugiés.

## MENACE N° 1 : PAUVRETÉ

Comme le montre ce rapport, la pauvreté est un obstacle majeur à la survie et à l'épanouissement des enfants. Les enfants ne vivent pas la pauvreté de la même manière que les adultes. La pauvreté chez les enfants a été décrite plus précisément comme « une privation des ressources matérielles, spirituelles et émotionnelles dont ont besoin les enfants pour survivre, se développer et s'épanouir, les privant de toute possibilité de jouir de leurs droits, d'exploiter pleinement leur potentiel ou de participer entièrement et à part égale à la société »<sup>25</sup>.

Des mesures doivent donc être prises pour lutter contre la pauvreté chez les enfants :

- Tous les pays devraient adopter un plan d'action national visant à réduire et à éradiquer la pauvreté chez les enfants, assorti de budgets à cet effet et de systèmes de suivi permettant de contrôler la réduction des privations dues à la pauvreté chez les filles et les garçons de tous âges.

## Chaque fille a droit à une éducation

Batool, 10 ans, a dû fuir sa ville natale au Yémen à cause des conflits, mais elle poursuit ses études et mène des activités dans un espace d'accueil des enfants dirigé par Save the Children à Hayel. En dépit de tout ce qu'elle a perdu, elle entrevoit un avenir radieux.



- Tous les gouvernements devraient s'assurer que les enfants vivant dans la pauvreté (et leurs familles) bénéficient de mesures de protection sociale universelle, comme des allocations pour les enfants, et devraient élargir le plus rapidement possible la couverture des programmes pour atteindre tous les enfants pauvres.
- La malnutrition étant à la fois un résultat et une cause de la pauvreté, les gouvernements des pays donateurs et des pays touchés doivent combler les déficits de financement qui empêchent d'atteindre les cibles mondialement convenues en matière de nutrition, comme la réduction du retard de croissance, la diminution de l'anémie et l'augmentation du taux d'allaitement maternel exclusif, en renforçant ou en élaborant de solides plans de financement nationaux remédiant aux inégalités et en faisant pression sur le Mécanisme de financement mondial pour qu'il inclue dans les plans d'investissement nationaux des objectifs visant spécifiquement à améliorer la nutrition.
- Les pays touchés et les donateurs doivent s'attacher davantage à atteindre les adolescentes, à travers des interventions nutritionnelles dans leurs plans nutritionnels respectifs. Cela inclut d'investir dans la recherche pour savoir comment atteindre les adolescents, et en particulier les filles.

## MENACE N° 2 : CONFLITS ARMÉS

De plus en plus d'enfants sont touchés par des conflits, qui ont des effets durables sur leur capacité à survivre et à s'épanouir. Les gouvernements des pays donateurs doivent subvenir aux besoins des enfants touchés par des conflits, en se concentrant notamment sur les besoins suivants :

### Développement et protection :

- Les donateurs devraient tenir les engagements qu'ils ont pris dans l'accord sur le grand compromis conclu lors du Sommet humanitaire mondial, visant à financer les crises prolongées pendant plusieurs années pour pouvoir mettre en œuvre des programmes flexibles s'attaquant aux causes sous-jacentes des conflits et améliorant les indicateurs de santé et autres.
- Tous les acteurs étatiques et armés devraient respecter leurs engagements ou leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et adopter et mettre en œuvre les Principes et Accords de Paris. Les acteurs armés non étatiques devraient signer et mettre en œuvre l'Acte d'Engagement de « l'Appel de Genève » pour la protection des enfants contre les effets des conflits armés.
- Les donateurs devraient investir davantage dans les services de protection, de santé mentale et les services psychosociaux, ainsi que dans l'éducation dans les situations d'urgence. Actuellement, moins de 5 % des fonds humanitaires sont consacrés à ces secteurs.

### Garantir l'éducation :

- Les donateurs et les gouvernements devraient permettre aux enfants touchés par les conflits d'accéder à une éducation de qualité et offrir une aide financière en ce sens.
- Les donateurs et les acteurs armés non étatiques devraient adopter et mettre en œuvre la Déclaration sur la sécurité dans les écoles pour empêcher toute attaque contre l'éducation.
- Les gouvernements et les donateurs devraient collaborer pour s'assurer que les enfants réfugiés intègrent un programme d'enseignement au maximum 30 jours après avoir franchi une frontière nationale.

## MENACE N° 3 : DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FILLES

Comme l'illustre ce rapport, les inégalités entre les sexes sont très répandues dans plusieurs pays à travers le monde, laissant moins de chances aux filles pauvres et marginalisées de bénéficier des progrès. Save the Children milite contre cette discrimination, en s'attachant particulièrement à mettre fin aux mariages d'enfants, un problème au cœur même de la discrimination sexiste qui empêche les filles d'évoluer et porte atteinte à leurs droits à la survie, à l'apprentissage et à la protection.

Nous appelons :

- Les pays et les donateurs à investir dans des mesures visant à établir l'égalité des sexes, notamment en augmentant les dépenses et en contrôlant les budgets destinés à réduire les écarts hommes-femmes. Ces mesures doivent notamment permettre aux filles de terminer leurs études (y compris pour celles qui ont pu être contraintes d'abandonner l'école parce qu'elles ont été mariées ou sont tombées enceintes) et d'être protégées contre les violences sexuelles et sexistes.
- Les pays à relever l'âge légal du mariage à 18 ans, à combler les vides juridiques, à mettre en œuvre des plans d'action chiffrés et à s'attaquer aux normes préjudiciables qui exposent les filles au mariage d'enfant et à d'autres formes de violence sexiste.
- Les gouvernements et les organismes internationaux à établir de solides mécanismes de redevabilité mondiaux, régionaux et nationaux, permettant de suivre les progrès dans l'éradication du mariage des enfants, notamment en recueillant systématiquement des données en la matière lors des crises humanitaires.
- Les donateurs à investir dans des programmes d'éducation favorables aux filles pour que davantage de filles soient et restent scolarisées, et à améliorer l'accès des filles réfugiées à l'éducation en supprimant les obstacles économiques (à travers des initiatives telles que des bourses ou la gratuité de l'accès et des transports) et d'autres facteurs d'incitation majeurs, comme la réduction des risques de mariage précoce.

- Les donateurs à soutenir également davantage les gouvernements des pays d'accueil (en leur apportant notamment des fonds, une assistance technique et un renforcement des capacités) pour leur permettre de mieux lutter contre le problème du mariage d'enfants dans les communautés d'accueil et les camps de réfugiés. Cela passe par une mise en œuvre plus solide des cadres et des procédures juridiques liés au mariage précoce et par l'implication des acteurs gouvernementaux dans les campagnes de prévention sur le mariage précoce.
- À redoubler d'efforts pour que les adolescentes bénéficient de services de santé sexuelle et reproductive, en leur permettant notamment d'accéder à l'éducation sexuelle. Les services de santé sexuelle et reproductive, en particulier pour les adolescentes, doivent être intégrés dans les programmes de santé nationaux budgétés.

## Sauvée d'un mariage précoce



Photo : Chris de Bode / Save the Children

Masa et sa famille ont fui la guerre en Syrie pour rejoindre la Jordanie. Âgée alors de 11 ans, Masa a été scolarisée, mais a commencé à recevoir des propositions de mariage et était tout excitée à l'idée de se marier, car c'est ce que faisaient bon nombre de ses amies. Elle a abandonné ses études et a commencé à préparer son mariage.

Les membres de Save the Children ont découvert ses projets et ont tenté de la faire changer d'avis, essayant un refus lors de leurs deux premières visites. À la troisième visite, Masa a bien voulu les écouter. « Ils m'ont parlé des risques et des inconvénients du mariage précoce », explique-t-elle. « Ils m'ont dit que si je ne me mariais pas

tout de suite et que je finissais mes études, je pourrais bâtir mon propre avenir. J'ai compris ce qu'ils m'ont dit et cela m'a plu.

« J'ai ensuite commencé à comparer leurs explications à la vie de mes amies mariées. L'une d'entre elles m'a confié, au cours d'une discussion, qu'elle aimerait pouvoir revenir en arrière et que je ne devrais pas accepter de me marier. J'ai décidé de renoncer au mariage et je suis retournée à l'école.

« Aujourd'hui, je souhaite poursuivre mes études et aller à l'université. Je veux devenir présidente. »

*Masa\*, aujourd'hui âgée de 16 ans, vise des études universitaires.*

# Classement des pays de l'indice de privation de l'enfance 2018

RANG	PAYS	SCORE
1	Singapour	987 ^
1	Slovénie	987 ^
3	Norvège	985
3	Suède	985 ^
5	Finlande	984 ^
6	Irlande	981 ^
6	Pays-Bas	981 v
8	Islande	980 ^
8	Italie	980 ^
8	République de Corée	980 ^
11	Portugal	979 v
12	Chypre	978
12	Allemagne	978
14	France	977 ^
14	Espagne	977 ^
16	Belgique	976 v
17	Australie	975 ^
17	Suisse	975 ^
19	Israël	973 ^
19	Japon	973 v
19	Luxembourg	973
22	Danemark	971 v
22	Royaume-Uni	971
24	Canada	970
25	Lituanie	968 v
25	Pologne	968 ^
27	Grèce	967 v
28	Croatie	965 v
28	Estonie	965 v
28	Nouvelle-Zélande	965 ^
31	Lettonie	963 ^
32	Hongrie	962
33	Malte	961 ^
34	Bahreïn	956
35	Biélorussie	952 ^
36	États-Unis	945 ^
37	Fédération de Russie	944 ^
38	Koweït	943 ^
39	Bosnie-Herzégovine	941 v
40	Chine	939 ^
40	Qatar	939 v
42	Émirats arabes unis	F 936
43	Oman	932 ^
43	Ukraine	932 v
45	Kazakhstan	930 v
46	Serbie	928
47	Arabie saoudite	F 927 ^
48	Bulgarie	925 ^
48	Tunisie	925 ^
50	Liban	C F 924
51	Jordanie	921 ^
52	Maldives	F 920
53	Monténégro	919 v
54	Ile Maurice	916 v
54	Roumanie	916 ^
54	Tonga	F 916 ^
57	Arménie	913 ^
58	Chili	911 v
58	Samoa	911 ^
60	Sri Lanka	908 ^

RANG	PAYS	SCORE
61	Bahamas	906 v
61	Barbade	906 ^
63	Cuba	905 ^
64	Turquie	904 v
65	Algérie	903
66	Anc. Rép. youg. de Macédoine	F 900 v
67	Malaisie	898 ^
68	Brunei Darussalam	897 ^
69	Costa Rica	895 ^
70	RPD de Corée	P 894 ^
71	Mongolie	891 ^
72	Géorgie	887 ^
73	Argentine	884 ^
73	Fidji	884 ^
73	Ouzbékistan	884 ^
76	Sainte-Lucie	F 880 v
77	Albanie	878 ^
78	Uruguay	875 ^
79	Jamaïque	872
79	Trinité-et-Tobago	872 v
81	Moldavie	867
82	Seychelles	866 v
82	Turkménistan	866 ^
84	Palestine	C 864 ^
85	Thaïlande	F 863 ^
86	Iran	F 860
87	Surinam	856 v
88	Maroc	F 850 v
89	Azerbaïdjan	F 841 ^
90	Cap-Vert	840 v
91	Égypte	830
92	Kirghizistan	825 ^
93	Brésil	822 ^
93	Mexique	822 ^
95	Pérou	818 ^
96	Vietnam	816 ^
97	Tadjikistan	F 812
98	Bhoutan	810 v
99	Équateur	806 v
99	Paraguay	806 ^
101	Belize	805 ^
102	Botswana	800 ^
102	Vanuatu	800 v
104	Philippines	799 v
105	Indonésie	F 794 ^
106	Panama	792 v
107	Myanmar*	C 791 ^
108	Guyane	787 ^
109	Gabon	779 ^
110	Namibie	777
111	Nicaragua	770 ^
111	Afrique du Sud	F 770 v
113	Inde	P F 768 ^
114	Swaziland	P 766 v
115	Sao Tomé-et-Principe	P 760 ^
116	Bolivie	758 ^
117	Rwanda	P 757
118	Colombie	756 ^
119	Cambodge	F 752 v

RANG	PAYS	SCORE
120	Ghana	749 v
121	Salvador	747 ^
122	République dominicaine	740 v
123	Kenya	P F 737 v
124	Haïti	C P 734 ^
125	Djibouti	C F 730 ^
125	Irak*	C F 730
127	Congo	C P F 719 v
128	Timor oriental	P 718 v
129	Venezuela	716 v
130	Bangladesh	P 701 ^
130	Ouganda	P F 701 ^
132	République démocratique populaire du Laos	P 690 ^
133	Iles Salomon	C P F 688 v
134	Comores	C P F 687 v
134	Togo	C P F 687 ^
136	Zimbabwe	C P 685 ^
137	Papouasie-Nouvelle-Guinée	C P F 681 ^
138	Népal	P F 677 v
139	Sénégal	P F 668 v
140	Soudan	C 667 ^
141	Éthiopie	P F 663 ^
142	Burundi	C P 656 ^
142	Syrie*	C 656 v
144	Honduras	651 ^
145	Yémen*	C P F 648 v
146	Gambie	C P F 646 ^
147	Zambie	P F 633
148	Liberia	C P F 631 v
149	Pakistan	F 630 ^
150	Tanzanie	P F 622 v
151	Malawi	P F 620 ^
152	Guatemala	F 619 v
153	Érythrée	C P F 613 ^
154	Côte d'Ivoire	C P F 611 ^
155	Guinée équatoriale	F 609 ^
156	Guinée-Bissau	C P F 608 ^
157	Lesotho	P 605 v
158	Bénin	P F 594 ^
158	Cameroun	F 594 ^
160	Afghanistan	C P F 592 v
161	Madagascar	P 589 ^
162	Mauritanie	585 v
163	Angola	P F 579 ^
164	Mozambique	C P F 572 v
165	Burkina Faso	P 560 ^
166	République démocratique du Congo	C P F 556 v
167	Sierra Leone	C P F 553 ^
168	Guinée	P F 524 v
169	Nigeria	P F 513 v
170	Somalie	C P F 483 ^
171	Soudan du Sud	C P F 475 v
172	Tchad	C P F 424 v
173	République centrafricaine	C P F 421 v
174	Mali	C P F 420 ^
175	Niger	P F 388 ^

## Peu d'enfants privés de leur enfance\*\*

Quelques enfants privés de leur enfance

De nombreux enfants privés de leur enfance

La plupart des enfants privés de leur enfance

^ Score en hausse par rapport à l'an dernier

v Score en baisse par rapport à l'an dernier

C Pays touché par un conflit/fragilisé

P Pays frappé par la pauvreté

F Pays dans lequel les filles sont victimes de discrimination

Les scores de l'indice reflètent le niveau moyen de performance à travers un ensemble de huit indicateurs liés à la santé, à l'éducation, au travail, au mariage, à la maternité et à la violence à l'égard des enfants. Si un pays n'a pas été inclus dans cette analyse, cela est dû uniquement à l'absence de données suffisantes (le pays ne possédait pas d'évaluations concernant au moins trois indicateurs). Voir pages 14-18 pour l'ensemble de données sous-jacent, y compris les données manquantes. Les couleurs reflètent la mesure dans laquelle les enfants sont privés de leur enfance. Pour plus de détails, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport intégral (en anglais).

\* En temps de conflit, il est difficile et dangereux de recueillir des données. Les dernières données disponibles en date pour les pays touchés par des conflits sont souvent antérieures aux escalades de la violence et ne reflètent pas la dure réalité à laquelle sont confrontés les enfants dans ces environnements. En Syrie, par exemple, des preuves récentes indiquent que les taux de travail des enfants et de mariage des enfants ont augmenté. Ces tendances ne sont pas reflétées dans les données ni dans le classement de l'indice.

\*\* Bien que relativement peu d'enfants soient privés de leur enfance dans ces pays, le nombre absolu d'enfants touchés peut s'élever à plusieurs millions. Ceci est particulièrement vrai dans les pays plus peuplés classés parmi les derniers de la couleur (p. ex. États-Unis, Russie).

# Indice de privation de l'enfance 2018 complet

CAUSE DE PRIVATION DE L'ENFANCE	L'ENFANT DÉCÈDE	L'ENFANT SOUFFRE D'UNE GRAVE MALNUTRITION	L'ENFANT EST DÉSCOLARISÉ	L'ENFANT COMMENCE À TRAVAILLER	L'ENFANT SE MARIE	L'ENFANT A UN ENFANT	L'ENFANT EST VICTIME DE VIOLENCE EXTRÊME		INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018									
							INDICATEUR	INDICATEUR	Score (sur 1 000)	Classement (sur 175)								
	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)	2016	2012-2017+	2012-2017+	2012-2017+	2012-2017+	2015	2017	2015	Score (sur 1 000)	Classement (sur 175)
Afghanistan*	70,4	40,9	41,8 z	29,4	19,7 x	71,2	14,2 c	2,0	592	160								
Afrique du Sud	43,3	27,4	17,6	...	3,3 x	44,4	0,0	8,9	770	111								
Albanie	13,5	23,1 x	8,5	5,1 x,y	6,5 x	21,8	1,1	1,4	878	77								
Algérie	25,2	11,7	...	5,0 y	3,1 a,b	10,5	0,0	1,8	903	65								
Allemagne	3,8	1,3 x	...	...	2,0 x	6,4	0,0	0,5	978	12								
Ancienne République yougoslave de Macédoine	12,2	4,9 x	15,7 x	12,5 x,y	4,3 x	17,3	0,4	0,5	900	66								
Angola	82,5	37,6	36,4 x	23,4	18,2 a	161,9	0,1	3,8	579	163								
Antigua-et-Barbuda	8,5	...	19,4	...	...	43,9	0,1	1,4	-	-								
Arabie saoudite	12,9	9,3 x	4,0	...	4,5 b,x	8,4	0,0	2,7	927	47								
Argentine	11,1	8,2 x	2,7	4,4 y	12,7 x	63,8	0,0	2,0	884	73								
Arménie	13,4	9,4	5,7 x	8,7 y	4,6 a	22,5	0,8	0,3	913	57								
Australie	3,7	2,0 x	2,1	...	0,5 b,x	13,8	0,0	0,3	975	17								
Autriche	3,5	...	...	...	2,7 x	6,8	0,0	0,3	-	-								
Azerbaïdjan	30,9	18,0	4,6	6,5 x,y	8,9 a,x	61,0	6,4	0,9	841	89								
Bahamas	10,6	...	11,2	...	2,4 x	28,7	0,1	6,7	906	61								
Bahreïn	7,6	...	2,6	...	5,3 b,x	13,4	0,0	0,2	956	34								
Bangladesh	34,2	36,1	18,4	4,3 y	44,2 a,b	82,6	0,0	1,6	701	130								
Barbade	12,3	7,7	5,5	1,9 y	2,4	39,4	0,1	6,2	906	61								
Belgique	3,9	...	1,9	...	2,2 x	8,1	0,0	0,4	976	16								
Belize	14,9	15,0	9,2	3,2 y	20,8 a	65,1	0,1	11,1	805	101								
Bénin	97,6	34,0	23,8	52,5	16,0 a	81,8	0,0	2,3	594	158								
Bhoutan	32,4	33,6 x	19,0	2,9 x,y	15,2 x	20,2	1,3	0,7	810	98								
Biélorussie	3,9	4,5 x	1,7	1,4 y	7,5	17,6	0,1	0,6	952	35								
Bolivie (État plurinational de)	36,9	18,1	11,8	26,4 x,y	11,6	70,4	0,0	6,4	758	116								
Bosnie-Herzégovine	6,0	8,9	...	5,3 x,y	0,7	8,2	4,9	0,7	941	39								
Botswana	40,6	31,4 x	...	9,0 x,y	...	31,0	0,0	2,2	800	102								
Brésil	15,1	7,1 x	8,3	6,6 y	3,9 b,x	66,7	0,0	18,6	822	93								
Brunei Darussalam	9,9	19,7 x	9,5	...	...	20,8	0,0	0,2	897	68								
Bulgarie	7,6	...	7,9	...	8,4 x	36,8	0,0	0,4	925	48								
Burkina Faso	84,6	27,3	40,1	39,2 x,y	31,5 x	107,2	0,0	4,9	560	165								
Burundi	71,7	55,9	25,9 x	26,3 x,y	8,6 x	27,9	7,1	2,5	656	142								
Cambodge	30,6	32,4	22,5 x	19,3 y	15,6 a	52,2	0,1	0,9	752	119								
Cameroun	79,7	31,7	22,6	47,0	20,1 a	102,4	1,0	5,0	594	158								
Canada	4,9	...	2,7	...	2,2 x	9,5	0,0	0,8	970	24								
Cap-Vert	21,4	...	20,5	6,4 y	8,1 x	73,2	0,0	2,8	840	90								
Chili	8,3	1,8	6,9	6,6 y	5,7 x	47,5	0,0	2,5	911	58								
Chine*	9,9	8,1	7,6 z	...	3,1 b	7,3	0,0 e	0,5	939	40								
Chypre	2,6	...	3,0	...	3,1 x	4,9	0,0	0,2	978	12								
Colombie	15,3	12,7 x	7,7	7,8 y	13,3 a	48,7	16,0 c	22,1	756	118								

Les couleurs reflètent la prévalence : Modérée Élevée Très forte

## INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018 COMPLET

CAUSE DE PRIVATION DE L'ENFANCE	L'ENFANT DÉCÈDE	L'ENFANT SOUFFRE D'UNE GRAVE MALNUTRITION	L'ENFANT EST DÉSCOLARISÉ	L'ENFANT COMMENCE À TRAVAILLER	L'ENFANT SE MARIE	L'ENFANT A UN ENFANT	L'ENFANT EST VICTIME DE VIOLENCE EXTRÊME		INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018						
							Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)							
INDICATEUR	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	2017	2015	Score (sur 1 000)	Classement (sur 175)					
	2016	2012-2017*	2012-2017*	2012-2017*	2012-2017*	2015	2017	2015							
Comores	73,3	32,1	27,4	22,0	y	16,4	67,1	0,2	2,2	687	134				
Congo*	54,1	21,2	10,3	x,z	23,3	16,1	a	116,1	1,9	3,0	719	127			
Costa Rica	8,8	5,6	x	5,3	4,1	x,y	9,0	56,0	0,0	3,4	895	69			
Côte d'Ivoire	91,8	21,6	a	33,4	31,3	a	18,4	a	135,6	0,3	3,7	611	154		
Croatie	4,7	...	6,3	...	...	2,0	x	9,2	0,8	0,2	965	28			
Cuba	5,5	...	8,1	...	...	15,8	a	45,1	0,1	1,4	905	63			
Danemark	4,4	...	3,8	...	...	3,5	x	4,0	0,0	0,4	971	22			
Djibouti	64,2	33,5	52,9	7,7	x,y	4,2	b,x	21,2	0,3	2,2	730	125			
Égypte	22,8	22,3	7,9	7,0	...	14,4	b	51,3	0,0	2,8	830	91			
Équateur	20,9	25,2	5,5	4,9	y	20,0	x	75,6	0,1	3,3	806	99			
Émirats arabes unis	7,7	...	5,1	...	...	6,7	b,x	30,1	0,0	0,8	936	42			
Érythrée	44,5	50,3	x	59,9	...	...	...	53,0	10,7	2,4	613	153			
Espagne	3,3	...	1,1	...	...	3,5	x	8,3	0,0	0,2	977	14			
Estonie	2,9	...	5,0	...	...	4,4	...	12,4	0,0	0,5	965	28			
États-Unis	6,5	2,1	...	...	...	5,8	x	21,2	0,0	2,5	945	36			
Éthiopie	58,4	38,4	33,6	27,4	x,y	17,4	a	56,6	0,2	3,0	663	141			
Fédération de Russie*	7,7	...	1,3	z	...	7,5	x	22,7	0,1	1,3	944	37			
Fidji	22,0	...	7,8	...	...	7,6	b,x	45,2	0,1	1,2	884	73			
Finlande	2,3	...	1,7	...	...	0,5	...	6,4	0,0	0,6	984	5			
France	3,9	...	0,5	...	...	2,7	x	8,8	0,0	0,4	977	14			
Gabon*	47,4	17,5	9,3	z	13,4	y	13,5	97,7	0,0	2,5	779	109			
Gambie*	65,3	25,0	34,5	z	19,2	x,y	23,8	112,5	1,6	4,7	646	146			
Géorgie	10,7	11,3	x	2,4	4,2	y	10,6	x	38,3	7,6	1,5	887	72		
Ghana	58,8	18,8	22,4	21,8	y	6,4	a	66,1	0,1	4,8	749	120			
Grèce	3,8	...	7,5	...	...	1,8	x	7,2	0,0	0,4	967	27			
Grenade	16,0	...	3,7	...	...	...	...	29,6	0,2	0,5	-	-			
Guatemala	28,5	46,5	24,6	25,8	y	19,8	a	80,1	0,4	16,1	619	152			
Guinée	89,0	32,4	a	37,8	38,1	a	35,2	a	139,6	0,4	4,7	524	168		
Guinée équatoriale	90,9	26,2	x	...	...	...	22,0	x	107,5	0,0	0,9	609	155		
Guinée-Bissau*	88,1	27,6	26,1	z	51,1	11,4	a	87,5	0,2	5,4	608	156			
Guyane	32,4	12,0	9,5	18,3	...	13,3	a	87,6	0,1	5,4	787	108			
Haïti*	67,0	21,9	9,9	z	24,4	y	12,1	...	38,9	0,9	10,7	734	124		
Honduras	18,7	22,7	27,8	14,1	y	22,6	...	64,3	2,5	28,9	651	144			
Hongrie	5,2	...	6,5	...	...	0,6	...	17,7	0,0	0,3	962	32			
Île Maurice	13,7	...	8,8	...	...	7,0	x	28,3	0,0	0,6	916	54			
Îles Marshall	35,4	...	23,7	...	...	21,1	x	82,2	x,z	0,0	...	-	-		
Îles Salomon	25,8	31,6	31,3	x	47,8	y	11,4	a	47,4	0,0	1,3	688	133		
Inde	43,0	38,4	20,2	11,8	x,y	15,2	a,b	23,3	0,0	1,0	768	113			
Indonésie	26,4	36,4	14,2	6,9	x,y	12,8	...	49,2	0,0	1,8	794	105			
Irak	31,2	22,6	x	21,9	x	4,7	x,y	20,7	b,x	84,8	13,6	c	6,1	730	125
Iran (République islamique de)	15,1	6,8	x	11,9	...	11,4	x,y	21,1	b,x	26,3	0,2	1,2	860	86	
Irlande	3,6	...	0,3	...	...	1,1	x	10,1	0,0	0,3	981	6			
Islande	2,1	...	5,7	...	...	0,6	...	5,7	0,0	0,0	980	8			

Les couleurs reflètent la prévalence : Modérée Élevée Très forte

# INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018 COMPLET

CAUSE DE PRIVATION DE L'ENFANCE	L'ENFANT DÉCÈDE	L'ENFANT SOUFFRE D'UNE GRAVE MALNUTRITION	L'ENFANT EST DÉSCOLARISÉ	L'ENFANT COMMENCE À TRAVAILLER	L'ENFANT SE MARIE	L'ENFANT A UN ENFANT	L'ENFANT EST VICTIME DE VIOLENCE EXTRÊME		INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018						
							Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)							
INDICATEUR	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	2017	2015	Score (sur 1 000)	Classement (sur 175)					
	2016	2012-2017*	2012-2017*	2012-2017*	2012-2017*	2015	2017	2015							
Israël	3,6	...	2,0	...	2,8	b	9,3	0,0	0,8	973	19				
Italie	3,3	...	2,3	...	1,5	x	5,9	0,0	0,2	980	8				
Jamaïque	15,3	6,2	...	3,3	x,y	3,4	x	58,8	0,1	10,1	872	79			
Japon	2,7	7,1	x	1,5	...	0,6	b,x	4,0	0,0	0,2	973	19			
Jordanie	17,6	7,8	...	1,7	y	5,9	b	22,6	0,1	1,0	921	51			
Kazakhstan	11,4	8,0	3,2	2,2	x,y	6,0	a	27,2	0,0	0,9	930	45			
Kenya	49,2	26,0	20,5	x	...	11,9	a	90,2	0,0	2,3	737	123			
Kirghizistan	21,1	12,9	6,1	25,8	...	13,9	a	39,2	0,1	1,9	825	92			
Kiribati	54,3	...	...	...	15,8	x	16,4	0,0	4,3	-	-				
Koweït	8,4	4,9	7,5	...	4,9	b,x	9,4	0,0	0,8	943	38				
Laos	63,9	43,8	x	18,8	10,1	x,y	24,8	63,7	0,1	3,9	690	132			
Lesotho	93,5	33,2	24,7	...	17,7	a	93,2	0,0	8,7	605	157				
Lettonie	4,6	...	5,1	...	2,6	x	13,3	0,0	0,8	963	31				
Liban	8,1	...	20,1	1,9	x,y	3,3	b,x	12,2	0,2	1,7	924	50			
Liberia	67,4	32,1	46,9	20,8	x,y	14,3	107,1	0,2	4,1	631	148				
Libye	12,9	21,0	x	...	...	...	6,2	5,0	0,9	-	-				
Lithuanie	5,3	...	3,1	...	2,1	x	10,4	0,0	0,6	968	25				
Luxembourg	2,4	...	8,4	...	1,0	x	5,7	0,0	0,1	973	19				
Madagascar*	46,4	49,2	x	28,6	x,z	22,9	y	33,7	x	114,8	0,0	5,5	589	161	
Malaisie	8,3	17,7	13,7	...	6,0	b,x	13,7	0,0	1,0	898	67				
Malawi	55,1	37,1	17,5	39,3	23,5	a	135,3	0,0	0,4	620	151				
Maldives*	8,5	20,3	x	1,6	x,z	...	5,0	b,x	6,2	0,0	1,2	920	52		
Mali	110,6	30,4	46,1	55,8	38,9	a	173,7	1,3	c	6,3	420	174			
Malte	6,8	...	5,7	...	0,5	x	16,4	0,0	0,3	961	33				
Maroc	27,1	14,9	x	17,7	8,3	x,y	11,0	b,x	31,4	0,0	0,6	850	88		
Mauritanie	81,4	27,9	42,2	37,6	27,8	a,b	77,9	1,0	5,0	585	162				
Mexique	14,6	12,4	10,4	12,4	15,4	a	62,2	0,1	5,6	822	93				
Mongolie	17,9	10,8	2,2	17,3	5,3	a	15,0	0,2	1,9	891	71				
Monténégro	3,8	9,4	7,8	12,5	2,1	...	12,0	0,2	0,7	919	53				
Mozambique	71,3	43,1	x	26,5	22,2	x,y	43,1	a	136,9	0,1	1,0	572	164		
Myanmar	50,8	29,2	21,3	9,3	y	12,6	b	16,2	1,7	c	1,5	791	107		
Namibie	45,2	23,1	15,1	x	...	5,4	76,2	0,1	3,7	777	110				
Népal	34,5	35,8	13,8	37,4	27,1	a	71,3	0,1	1,8	677	138				
Nicaragua	19,7	23,0	x	10,4	x	...	24,2	x	88,1	0,1	6,3	770	111		
Niger	91,3	42,2	55,1	30,5	y	59,8	201,2	0,7	6,7	388	175				
Nigeria*	104,3	43,6	a	31,9	z	50,8	a	22,2	a	109,3	1,5	c	4,9	513	169
Norvège	2,6	...	2,1	...	0,1	5,9	0,0	0,2	985	3					
Nouvelle-Zélande	5,4	...	2,2	...	0,5	b,x	23,3	0,0	0,7	965	28				
Oman	10,7	14,1	2,0	...	3,3	a,b	7,5	0,0	1,4	932	43				
Ouganda*	53,0	28,9	16,6	x,z	16,3	y	19,9	a	108,9	0,4	4,2	701	130		
Ouzbékistan	24,1	19,6	x	6,3	...	4,9	x	17,6	0,0	0,6	884	73			
Pakistan	78,8	45,0	40,1	...	13,1	b	38,3	0,3	5,4	630	149				
Palestine	19,4	7,4	13,7	5,7	x,y	9,3	a,b	58,1	2,2	1,7	z	864	84		
Panama	16,4	19,1	x	16,8	2,5	y	14,1	a	73,7	0,0	10,8	792	106		

Les couleurs reflètent la prévalence : Modérée Élevée Très forte

## INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018 COMPLET

CAUSE DE PRIVATION DE L'ENFANCE	L'ENFANT DÉCÈDE	L'ENFANT SOUFFRE D'UNE GRAVE MALNUTRITION	L'ENFANT EST DÉSCOLARISÉ	L'ENFANT COMMENCE À TRAVAILLER	L'ENFANT SE MARIE	L'ENFANT A UN ENFANT	L'ENFANT EST VICTIME DE VIOLENCE EXTRÊME		INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018	
							Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)		
INDICATEUR	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	2017	2015	Score (sur 1 000)	Classement (sur 175)
	2016	2012-2017*	2012-2017*	2012-2017*	2012-2017*	2015	2017	2015		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	54,3	49,5 x	...	...	14,8 x	54,4	0,0	4,3	681	137
Paraguay	19,9	5,9 a	15,4	26,4 a	16,1 a	56,9	0,0	2,3	806	99
Pays-Bas	3,8	...	1,4	...	1,9 x	3,9	0,0	0,3	981	6
Pérou	15,3	14,4	6,3	21,8 y	11,3 a	48,4	0,0	6,2	818	95
Philippines	27,1	33,4	6,1	11,1 x,y	9,7	62,7	0,6 c	2,6	799	104
Pologne	4,7	...	5,3	...	1,2 x	13,1	0,0	0,2	968	25
Portugal	3,5	...	2,4	...	0,6 b,x	9,4	0,0	0,3	979	11
Qatar	8,5	...	8,0	...	4,0 a,b	10,5	0,0	3,0	939	40
République arabe syrienne	17,5	27,5 x	45,0	4,0 x,y	9,7 b,x	38,9	68,2 c	1,0	656	142
République centrafricaine	123,6	40,7 x	49,1	28,5 x,y	54,9 x	90,7	25,1 c	4,9	421	173
République de Corée	3,4	2,5 x	1,9	...	0,4 b,x	1,6	0,0	0,9	980	8
République de Moldavie	15,9	6,4	17,9	16,3 x,y	9,9	22,0	0,2	0,4	867	81
République démocratique du Congo*	94,3	42,6	18,1 z	38,4	21,3	122,3	5,8 c	6,7	556	166
République dominicaine	30,7	7,1	15,2	12,8	27,5 a	97,3	0,0	11,8	740	122
République populaire démocratique de Corée	20,0	27,9	1,8 x	...	0,3 b,x	0,5	0,0	2,5	894	70
République tchèque	3,2	...	...	...	0,9 x	9,7	0,0	0,1	–	–
République unie de Tanzanie*	56,7	34,4	33,6 z	28,8 y	23,0 a	117,7	0,0	2,6	622	150
Roumanie	9,0	...	13,9	...	6,7 x	34,0	0,0	0,5	916	54
Royaume-Uni	4,3	...	0,6	...	2,9 x	13,9	0,0	0,7	971	22
Rwanda*	38,5	36,7	18,8 z	28,5 x,y	3,1 a	25,6	2,5	1,6	757	117
Sainte-Lucie	13,3	2,5	10,6 x	3,9 y	5,0	53,4	0,7	8,0	880	76
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	16,6	...	4,5	...	...	50,3	1,3	1,7	–	–
Salvador	15,0	13,6	18,4	8,9 y	16,3 a	64,9	1,7	20,9	747	121
Samoa	17,3	4,7	8,8	...	7,8 a	24,3	0,0	1,0	911	58
Sao Tomé-et-Principe	33,8	17,2	10,9	26,0	15,3 a	83,5	0,0	3,5	760	115
Sénégal	47,1	17,0	50,3 x	23,0	24,4 a	76,9	0,3	3,6	668	139
Serbie	5,8	6,0	4,4	9,5	3,1	18,7	3,1 d	0,3	928	46
Seychelles	14,3	7,9	9,5	...	...	56,9	0,0	1,6	866	82
Sierra Leone	113,5	37,9	29,0	37,4 y	18,8	116,7	0,1	6,4	553	167
Singapour	2,8	...	0,1	...	0,4 b,x	3,8	0,0	0,9	987	1
Slovaquie	5,9	...	...	...	1,6 x	19,9	0,0	0,2	–	–
Slovénie	2,3	...	2,1	...	0,5 x	3,6	0,0	0,0	987	1
Somalie*	132,5	25,3 x	48,7 x,z	49,0 x,y	24,6 b,x	102,6	17,9 c	2,0	483	170
Soudan*	65,1	38,2	14,0 z	24,9	21,2 a,b	72,1	7,5 c	3,4	667	140
Soudan du Sud	90,7	31,1 x	66,7	...	40,1 x	63,4	31,1 c	1,8	475	171
Sri Lanka	9,4	17,3	10,1 x	1,0 y	6,0 a	14,2	0,8	0,9	908	60
Suède	2,9	...	0,8	...	0,4	5,7	0,0	0,6	985	3
Suisse	4,1	...	6,1	...	0,4	2,8	0,0	0,3	975	17

Les couleurs reflètent la prévalence : Modérée Élevée Très forte

# INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018 COMPLET

CAUSE DE PRIVATION DE L'ENFANCE	L'ENFANT DÉCÈDE	L'ENFANT SOUFFRE D'UNE GRAVE MALNUTRITION	L'ENFANT EST DÉSCOLARISÉ	L'ENFANT COMMENCE À TRAVAILLER	L'ENFANT SE MARIE	L'ENFANT A UN ENFANT	L'ENFANT EST VICTIME DE VIOLENCE EXTRÊME		INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2018	
							Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)		
INDICATEUR	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 17 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	2017	2015	Score (sur 1 000)	Classement (sur 175)
	2016	2012-2017*	2012-2017*	2012-2017*	2012-2017*	2015	2017	2015		
Surinam	20,0	8,8 x	15,8	4,1 x,y	11,8 x	45,7	0,0	4,4	856	87
Swaziland	70,4	25,5	21,8	7,3 x,y	4,0 a	67,2	0,0	4,0	766	114
Tadjikistan	43,1	26,8	10,9 x	10,0 x	13,2	37,8	0,0	0,3	812	97
Tchad*	127,3	39,9	49,1 z	51,5	38,3 a	129,8	1,1	4,8	424	172
Thaïlande	12,2	10,5	13,7	8,3 x,y	14,1 a	44,6	0,0	0,9	863	85
Timor oriental	49,7	50,2	20,1	...	7,7 x	45,5	0,0	3,1	718	128
Togo*	75,7	27,5	17,2 z	27,9	12,7	92,1	0,1	3,9	687	134
Tonga	16,4	8,1	9,8	...	4,6	14,9	0,1	0,9	916	54
Trinité-et-Tobago*	18,5	11,0 a	5,4 x,z	2,3 a,y	4,4 a	30,8	0,0	12,1	872	79
Tunisie*	13,6	10,1	15,6 x,z	2,1 y	1,2 b	6,8	0,0	0,6	925	48
Turkménistan	51,0	11,5	...	0,3	6,0 a	16,0	0,0	1,2	866	82
Turquie	12,7	9,5	9,3	5,9 y	7,1 a,b	26,8	0,1	0,9	904	64
Tuvalu	25,3	10,0 x	17,6	...	8,0 b,x	...	0,0	...	–	–
Ukraine	9,1	...	4,9	2,4 y	6,4	23,4	4,6	0,5	932	43
Uruguay	9,2	10,7 x	6,9	7,9 x,y	7,4 a	55,8	0,0	3,7	875	78
Vanuatu	27,6	28,5	16,1	15,2 y	11,3 a	42,7	0,0	0,6	800	102
Venezuela (République bolivarienne de)	16,3	13,4 x	14,8	...	...	79,1	0,3	26,9	716	129
Vietnam*	21,6	24,6	13,3 z	16,4	10,3 a	39,1	0,3	1,5	816	96
Yémen	55,3	46,5	28,9	22,7 x,y	16,7 b	60,7	10,5 c	2,6	648	145
Zambie*	63,4	40,0	21,0 z	40,6 x,y	16,9	87,9	0,0	2,5	633	147
Zimbabwe	56,4	26,8	24,9	...	19,6 a	108,9	0,4	3,0	685	136
<b>MOYENNES MONDIALE ET RÉGIONALES*</b>										
Afrique sub-saharienne§	78,4	33,9	29,4	29,4	23,0	122,0	2,0	4,2	600	–
Afrique australe et de l'Est	61,4	34,4	28,3	25,8	20,0	112,8	1,7	3,3	638	–
Afrique centrale et de l'Ouest	94,7	33,5	31,6	31,9	26,7	129,8	1,9	5,2	562	–
Moyen-Orient et Afrique du Nord	24,0	15,3	16,0	6,9	12,8	41,0	5,1	2,5	831	–
Asie du Sud	48,1	35,8	22,8	12,4 y,z	29,0 z	44,3	0,3	1,7	719	–
Asie de l'Est et Pacifique	16,3	9,3	9,7	10,0 y,z**	5,7	21,2	0,1	1,1	897	–
Amérique latine et Caraïbes	17,5	11,0	9,9	10,5	10,9	74,3	1,3	12,6	801	–
CEE/CIS‡	14,4	6,2	6,1	5,4 y,z	7,3	29,0	0,9	0,9	913	–
Régions développées	...	...	...	...	...	...	0,2	1,1	–	–
Monde	40,8	22,9	17,8	12,6 y,z**	16,0	50,4	0,9 z	3,0	779	–

Les couleurs reflètent la prévalence : **Modérée Élevée Très forte**

... Données non disponibles ou obsolètes (antérieures à 2005).

a Estimation à partir des récentes EGIM ou EDS (en attendant une nouvelle analyse).

b L'estimation n'inclut pas les unions consensuelles.

c Il existe des preuves de recrutement et d'utilisation d'enfants (p. ex. en tant qu'enfants soldats).

d Inclut les populations déplacées en provenance de Serbie et du Kosovo.

e Inclut les populations déplacées d'origine tibétaine.

x Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période 2005-2011.

y Les données diffèrent de la définition standard (à interpréter avec prudence).

z Les données sont extraites de la source secondaire (à interpréter avec prudence).

§ Inclut l'Afrique australe et de l'Est, l'Afrique centrale et de l'Ouest, Djibouti et le Soudan

‡ Europe centrale et de l'Est et Communauté des États indépendants

+ Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période de référence.

\* Afin d'inclure le plus grand nombre possible de pays dans les classements, les données concernant la scolarisation dans ces 23 pays ont été extraites d'enquêtes, en l'absence de données récentes sur les inscriptions.

\*\* À l'exclusion de la Chine

Remarque : pour connaître la définition des indicateurs, les sources de données primaires et secondaires, les seuils de prévalence et les classifications régionales, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport intégral (en anglais).

Une jeune fille aide son père à planter  
du millet près de chez eux, au Niger.



# Notes

<sup>1</sup> 1,2 million d'enfants courraient un risque d'être privés de leur enfance. Ce chiffre inclut tous les garçons et filles vivant dans des pays touchés par des conflits/fragilisés ou frappés par une pauvreté généralisée, ainsi que les filles qui vivent dans des pays où règne la discrimination sexiste (qui ne sont pas également touchés par la pauvreté ou les conflits). Ces mêmes règles s'appliquent aux 537 millions d'enfants qui vivent dans des pays exposés à deux de ces menaces ou plus, à ceux jugés à « haut risque » d'être privés de leur enfance (c'est-à-dire que les garçons n'ont été comptabilisés que dans les pays frappés à la fois par la pauvreté et les conflits, et non dans les pays touchés par la discrimination sexiste et une autre menace). Les 153 millions d'enfants courant un « risque extrême » incluent toutefois les garçons et les filles vivant dans les pays exposés à ces trois menaces. Pour plus de détails, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport intégral (en anglais).

<sup>2</sup> Les pays frappés par la pauvreté (47 au total) incluent les pays à faible revenu et les pays dont plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté international, à savoir 3,2 \$/jour. Pour plus de détails, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport intégral (en anglais). Ces 47 pays figurent tous dans le tableau de classement page 13.

<sup>3</sup> Tout au long de ce rapport, les termes « États fragiles », « contextes fragiles », « États fragiles et touchés par des conflits » et « pays touchés par des conflits » sont employés de manière interchangeable. Cet ensemble de pays désigne ceux qui figurent dans la *Liste harmonisée des situations fragiles pour l'exercice 2018* du Groupe de la Banque mondiale. Les pays en situation fragile présentent soit a) un classement moyen harmonisé selon l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) de 3,2 ou moins, soit b) la présence d'une opération de maintien de la paix régionale ou de l'ONU, soit c) la présence d'une mission politique et de consolidation de la paix régionale ou de l'ONU. La liste exhaustive détaillée peut être consultée sur <<http://pubdocs.worldbank.org/en/189701503418416651/FY18FCSLISTFinal-July-2017.pdf>> (consulté le 10 janvier 2018). Des données d'index sont disponibles pour 34 de ces 36 pays/régions (tous sauf le Kosovo et la Micronésie). NB : selon une récente étude, le nombre d'enfants vivant dans des zones frappées par des conflits (et non dans des pays touchés par des conflits) s'élève à 357 millions (voir la note 73 dans le rapport intégral).

<sup>4</sup> Les pays où règne la discrimination à l'égard des filles (55 au total) sont ceux qui enregistrent d'importants écarts entre les sexes en matière de mortalité infantile ou de scolarisation dans un établissement primaire ou secondaire. Pour plus de détails, voir la partie Méthodologie et notes de recherches dans le rapport intégral (en anglais). Ces 55 pays figurent tous dans le tableau de classement page 13.

<sup>5</sup> La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) représente un consensus mondial sur les conditions de l'enfance. Elle reconnaît l'enfance comme étant un espace distinct de l'âge adulte, défini par un ensemble précis de droits. Ce rapport montre que pour des centaines de millions d'enfants, la promesse de l'enfance qui sous-tend la Convention n'est pas tenue. Pour en savoir plus sur le rôle de la CDE dans la définition du concept de l'enfance, voir *La situation des enfants dans le monde 2005* de l'UNICEF.

<sup>6</sup> HCR. Aperçu statistique. <<http://www.unhcr.org/fr-fr/aperçu-statistique.html>> (consulté le 24 mars 2018) et UNICEF. *Children on the Move: Key Facts and Figures (Enfants déracinés : principaux faits et chiffres)*. (New York, 2018)

<sup>7</sup> Save the Children. *Les ravages de la guerre sur les enfants : mettre fin aux violations graves subies par les enfants en temps de conflits armés*. 2018

<sup>8</sup> UNICEF. « Selon de nouvelles estimations publiées par l'UNICEF, 25 millions de mariages d'enfants ont pu être empêchés durant ces dix dernières années, grâce à l'accélération des progrès » <[www.unicef.org/media/media\\_102735.html](http://www.unicef.org/media/media_102735.html)> (consulté le 6 mars 2018).

<sup>9</sup> UNICEF. *Pour chaque enfant, des progrès à l'ère des ODD*. (New York, 2018)

<sup>10</sup> Une étude menée en 2013 a constaté que ces derniers temps, l'Amérique latine et les Caraïbes étaient la seule région dans laquelle les accouchements chez les filles de moins de 15 ans étaient en hausse. Dans cette région, ce chiffre devrait augmenter légèrement jusqu'en 2030. Source : FNUAP. *La mère-enfant : face aux défis de la grossesse chez l'adolescente*. (New York, 2013)

<sup>11</sup> FNUAP. *Adolescent Pregnancy: A Review of the Evidence (Les grossesses chez les adolescentes : étude de la situation)*. (New York, 2013)

<sup>12</sup> UNICEF. *Pour chaque enfant, des progrès à l'ère des ODD*. (New York, 2018) et UNICEF. *Progrès pour les enfants : au-delà des moyennes : tirer les leçons des OMD*. (New York, 2015)

<sup>13</sup> UNICEF <[data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/#](http://data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/#)> (consulté le 24 mars 2018) et UNICEF. *Progrès pour les enfants : tirer les leçons des OMD*.

<sup>14</sup> UNICEF <[data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/#](http://data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/#)> (consulté le 24 mars 2018).

<sup>15</sup> Osgood-Zimmerman, A et al. « Mapping Child Growth Failure in Africa Between 2000 and 2015. » (Cartographie des retards de croissance chez les enfants africains entre 2000 et 2015.) *Nature*, vol. 555, pp. 41-47 (1<sup>er</sup> mars 2018) doi:10.1038/nature25760. Voir également : UNICEF. *Pour chaque enfant, des progrès à l'ère des ODD*. (New York, 2018)

<sup>16</sup> UNICEF. *Pour chaque enfant, des progrès à l'ère des ODD*.

<sup>17</sup> UNICEF. *S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée. Rapport de situation 2015*. (New York, 2015)

<sup>18</sup> Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile. *Niveaux et tendances de la mortalité infantile : Rapport 2017*. (UNICEF, 2017).

<sup>19</sup> Institut de statistique de l'UNESCO. « Parmi les enfants, les adolescents et les jeunes, 1 sur 5 n'est pas scolarisé. » Fiche n° 48 de l'ISU. (Montréal, 2018) et UNICEF. *Progrès pour les enfants : tirer les leçons des OMD*.

<sup>20</sup> UNESCO. *Plus de la moitié des enfants et des adolescents n'apprennent pas dans le monde*. Fiche n° 46 de l'ISU. (Montréal, 2017)

<sup>21</sup> Analyse par Save the Children de données extraites de la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO <UIS.Stat>, consultée le 24 mars 2018.

<sup>22</sup> OIT. *Estimations mondiales du travail des enfants : résultats et tendances, 2012-2016*. (Genève, 2017)

<sup>23</sup> Outre les trois grands facteurs d'exclusion abordés dans ce rapport, les données de l'indice de privation de l'enfance peuvent souvent être désagrégées en fonction d'autres dimensions pertinentes d'inégalités, comme la situation géographique (zones urbaines/rurales), l'âge, la race/l'origine ethnique, la région infranationale, la religion et le handicap. Certains des enfants les plus démunis appartiennent bien souvent à ces autres sous-groupes. Pour en savoir plus sur les autres groupes exclus non couverts par ce rapport, voir, par exemple : Save the Children. *Tous les enfants, jusqu'au dernier : ces enfants que le monde choisit d'oublier*. (Londres, 2016)

<sup>24</sup> Seuls 172 des 175 pays classés possédaient des données suffisantes pour cette analyse (c'est-à-dire qu'ils possédaient des données d'index sur deux ans). Les trois autres pays (Bahreïn, Canada et Émirats arabes unis) font leur entrée cette année dans l'indice de privation de l'enfance.

<sup>25</sup> UNICEF. *La situation des enfants dans le monde 2005 : l'enfance en péril*.





**Save the Children®**

Save the Children estime que chaque enfant a droit à un avenir. À travers le monde, nous offrons aux enfants un bon départ dans la vie, la possibilité d'apprendre et une protection contre les préjugés. Au quotidien comme en temps de crise, nous faisons tout ce qu'il faut pour les enfants, en transformant leur vie et l'avenir que nous avons en commun.

Save the Children USA  
501 Kings Highway East, Suite 400  
Fairfield, Connecticut 06825  
États-Unis  
1 (800) 728-3843  
[www.SavetheChildren.org](http://www.SavetheChildren.org)

Save the Children International  
St Vincent's House  
30 Orange Street  
London WC2H 7HH  
Royaume-Uni  
+44 (0)20 3272-0300  
[www.SavetheChildren.net](http://www.SavetheChildren.net)



#### EN COUVERTURE

*Dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant d'en haut à gauche : Bdai, originaire du Vietnam (photo de Jonathan Hyams) ; Kamal\*, Arwin\* et Sejun\*, originaires du Népal (photo d'Oli Cohen) ; Gina\*, originaire de la République démocratique du Congo (photo de Joan Marie del Mundo) ; Fatema\*, une réfugiée rohingya vivant au Bangladesh (photo de GMB Akash/ Panos Pictures/Save the Children) ; Olivia, originaire des États-Unis (photo de Susan Warner) ; Lixi, originaire du Nicaragua (photo de Dorothy Sang) ; Farah\*, une réfugiée syrienne vivant au Liban (photo de Louis Leeson) ; Avina\*, originaire d'Inde (photo de CJ Clarke) ; Saeed\*, originaire de Syrie (photo de Save the Children) ; Sifa\*, une Congolaise réfugiée en Ouganda (photo de Hannah Maule-ffinch).*